



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 22 février 2021

SOMMAIRE

Chine continentale

Conjoncture ([ici](#))

Immobilier : poursuite de la hausse des prix sur le marché de l'immobilier, notamment dans les principales villes ; les taux hypothécaires moyens ont augmenté pour la première fois depuis 13 mois

Banque et finance ([ici](#))

Politique monétaire : la PBoC a publié le rapport de politique monétaire au T4

Réglementation : la CBIRC renforce la surveillance sur les prêts conjoints en ligne accordés par les banques

Ouverture financière : la Chine a approuvé la troisième coentreprise de gestion de patrimoine sous contrôle étranger

Fintech/systèmes de paiement : l'Institut de la monnaie numérique de la PBoC rejoint l'initiative multiple CBDC Bridge

Marché boursier : orienté à la baisse depuis la réouverture du marché boursier pour l'année du buffle

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Relation Chine-US : la publication d'un rapport sur l'évaluation des coûts d'un découplage

Relations Chine-Inde : plusieurs projets d'investissements chinois en Inde sont en passe d'être débloqués

CPTPP : certains membres de l'accord s'opposeraient à une potentielle adhésion de la Chine

Nouvelles routes de la soie : mise en service de la voie ferrée Chine-Laos annoncée pour décembre 2021

Climat des affaires ([ici](#))

Marchés publics : une circulaire vise à corriger la fragmentation au niveau local des appels d'offre

Industrie et numérique ([ici](#))

Santé : approbation de deux vaccins nationaux supplémentaires sur le marché chinois

Robots industriels : la production de robots en 2020 est en-deçà de l'objectif fixé

E-commerce : pour la première fois, les ventes en e-commerce pourraient dépasser les ventes physiques en 2021

International : un futur décret de l'administration Biden appelle à l'instauration de chaînes de valeur moins dépendantes de la Chine

Développement durable, énergie et transports ([ici](#))

Transport aérien : fortes perturbations sur les vols internationaux, par ailleurs soumis à de nouvelles restrictions sanitaires, et un trafic intérieur en baisse

Transport ferroviaire : deux nouveaux projets de ligne Maglev reliant Pékin et Shanghai à la province du Guangdong prévus d'ici 2030

Transport aérien : publication de directives pour la facilitation des transferts de passagers sur le réseau intérieur

Développement durable : publication d'une circulaire du conseil des affaires d'Etat sur l'économie bas carbone et circulaire

Energie : CNOOC annonce la découverte d'importantes réserves de pétrole et de gaz dans le Golfe du Bohai et prévoit d'augmenter encore sa production dans les prochaines années

Actualités régionales ([ici](#))

Grande Baie : projet de train Maglev entre Guangzhou, Shenzhen et Shanghai

Grande Baie : publication d'un plan pour attirer les talents internationaux dans la Grande Baie

Guangdong : légère contraction du commerce extérieur du Guangdong en 2020

Shenzhen : 16 nouvelles mesures pour encourager le déploiement de la 5G à Shenzhen

Shanghai : dévoilement du plan de développement pour l'industrie des véhicules à énergie nouvelle

Hubei-Aérospatial : la construction d'un parc industriel dédié à l'aérospatial commercial a débuté à Yichang.

Hubei : le gouvernement annonce le lancement de 4 274 nouveaux projets d'un investissement supérieur à 100 M RMB en 2021.



Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Port de Hong Kong : nouveau recul au sein du classement mondial en 9ème position

Chiffres de l'emploi pour le mois de janvier 2021 : le taux de chômage à Hong Kong augmente à 7%

Conflit commercial avec les Etats-Unis : Hong Kong obtient la constitution d'un groupe d'experts à l'OMC

Budget 2021-2022 : la hausse annoncée de la taxe sur les transactions boursières suscite le mécontentement des professionnels du secteur

Monnaies digitales : la Chine et les Emirats Arabes Unis se joignent au projet de monnaie de banque centrale digitale pour les paiements transfrontaliers porté par Hong Kong et la Thaïlande

Finance verte : nouvelle émission d'obligations vertes pour CLP via sa filiale CAPCO

Macao

Campagne de vaccination en cours : début de la 2ème phase le 22 février

Taiwan [\(ici\)](#)

PIB : la DGBAS réévalue la croissance économique de Taïwan en 2020 à 3,11%

Attractivité : les investissements taiwanais à destination de l'UE ont doublé en 2020

Mobilité électrique : le MOTC dédie 8,5 Mds TWD au développement du bus électrique

Energies renouvelables : 1 GW de capacité installée supplémentaire en 2021

Mongolie [\(ici\)](#)

Chômage et mesures de relance: augmentation de 5,9% du taux de chômage en raison du confinement

Commerce international : une balance du commerce extérieure excédentaire en janvier 2021, qui marque la reprise de l'activité économique



Chine continentale

Conjoncture

Immobilier : poursuite de la hausse des prix sur le marché de l'immobilier, notamment dans les principales villes ; les taux hypothécaires moyens ont augmenté pour la première fois depuis 13 mois

En janvier, les prix des logements anciens dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) continuent de croître fortement (à +9,6% en g.a. contre +8,6% en décembre). Dans les 31 villes de rang 2, la progression des prix des logements anciens augmente à +2,5% en janvier. En revanche, dans les 35 villes de rang 3, la hausse des prix des logements anciens fléchit à +1,5% en janvier. On observe par ailleurs que le nombre de villes signalant une augmentation mensuelle des prix des logements anciens est en hausse (49 sur 70 en janvier contre 38 en décembre).

Les taux hypothécaires immobiliers ont augmenté pour la première fois depuis 13 mois en février, le gouvernement poursuivant ses efforts pour réduire les prêts au secteur immobilier afin d'éviter les risques du système financier. En février, le taux d'intérêt moyen sur les prêts aux nouveaux propriétaires a augmenté de 4 points de base par rapport au mois précédent pour s'établir à 5,26%, tandis que le taux hypothécaire moyen sur les résidences secondaires a augmenté de 3 points de base pour s'établir à 5,56%. Il s'agit de la première hausse en 13 mois, selon le rapport *Rong 360* établi à partir de données collectées du 20 janvier au 18 février auprès de 674 succursales de 66 banques dans 41 villes de la Chine. A titre de comparaison, en janvier 2020, le taux d'intérêt moyen sur les prêts aux nouveaux propriétaires était de 5,51%, tandis que le taux hypothécaire moyen sur les résidences secondaires était de 5,82%.

La hausse des taux est intervenue après que la PBoC et la CBIRC ont publié le 31 décembre 2020 de nouvelles règles destinées à plafonner les prêts au secteur immobilier (y compris les prêts aux propriétaires et les prêts bancaires aux promoteurs) par rapport aux encours des crédits. Pour mémoire, selon la nouvelle réglementation en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2021, pour les grandes banques chinoises, incluant les cinq banques commerciales publiques (*ICBC, China Construction Bank, Agricultural Bank of China, Bank of China, Bank of Communications*) ainsi que *Postal Savings Bank of China* et la *China Development Bank* : les deux ratios s'élèvent respectivement à 40% et à 32,5% ; pour les banques moyennes incluant les deux autres *policy banks* (*Agricultural Development Bank of China* et *Export-Import Bank of China*) et les 12 *joint-stock commercial banks*, ces ratios s'élèvent respectivement à 27,5% et 20% ; pour les petites banques urbaines et rurales, et les coopératives rurales et de crédit, ces ratios s'élèvent respectivement à 22,5% et 17,5% ; pour les petites banques à l'échelle des villages, ces ratios sont les plus stricts et s'élèvent respectivement à 12,5% et 7,5%. Les collectivités disposent d'une marge de modification maximale de 2,5 points de pourcentage sur les plafonds en fonction des situations locales. Les autorités de régulation prévoient une période de transition pour assurer la mise en application progressive des ratios comprise entre 2 et 4 ans à compter de début 2021, et en fonction de la situation de départ des banques. Compte tenu de la forte hausse du marché immobilier récemment, certaines régions ont assoupli ces mesures en élevant les plafonds dans la limite de 2,5 points de pourcentage particulièrement pour les petites banques urbaines et rurales, y compris

Shanghai, Guangdong et Hainan. Selon un rapport de *Huachuang Securities, Industrial and Commercial Bank of China, Bank of China, China Construction Bank* et *Postal Savings Bank of China* avaient toutes dépassé leurs limites concernant les ratios des prêts hypothécaires en cours par rapport au total des prêts. Les plafonds sont une des principales raisons pour lesquelles les taux hypothécaires ont augmenté récemment. Le rapport *Rong 360* a souligné en outre que les taux des prêts hypothécaires émis par les banques étrangères sont restés inchangés de janvier à février, comme les nouvelles règles de plafond ne s'appliquent qu'aux banques domestiques.

Retour au sommaire ([ici](#))

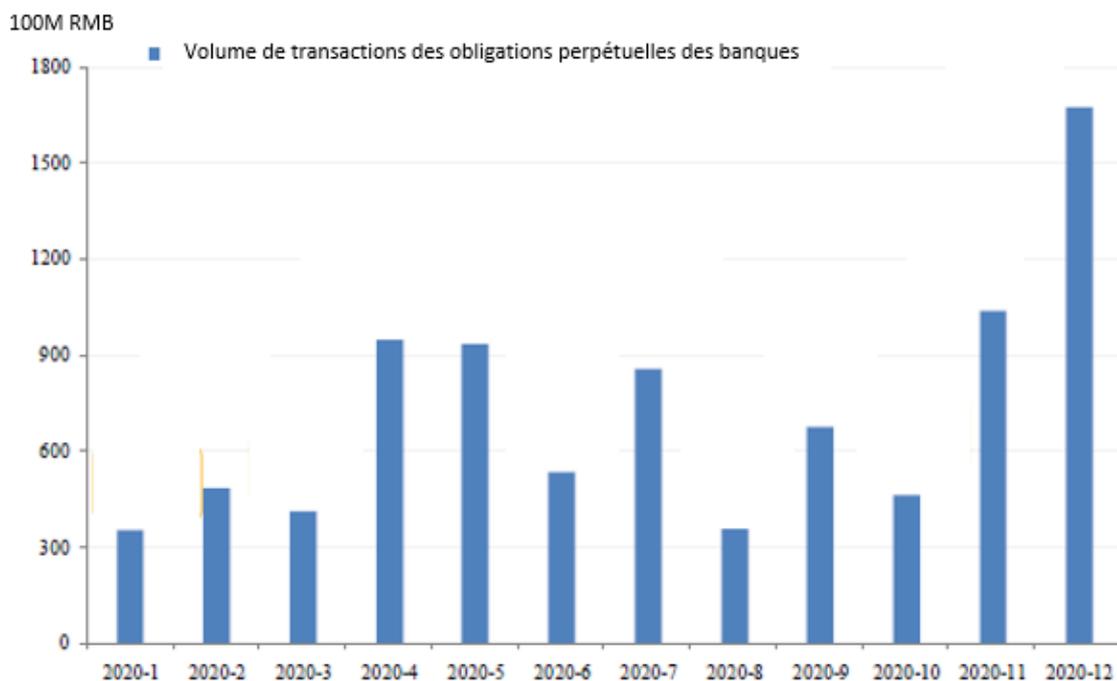


Banque et finance

Politique monétaire : la PBoC a publié le rapport de politique monétaire au T4

- i) **Liquidité accommodante via les opérations d'open-market.** En 2020, la PBoC a procédé à un allongement des maturités en injectant au total 5150 Mds RMB via la facilité de prêt à moyen terme (*Medium-term Lending Facility, MLF*) pour un an. L'encours était de 5150 Mds RMB à fin décembre, soit une augmentation de 1460 Mds RMB par rapport au début de l'année. Le 17 février 2020, la PBoC a réduit le taux d'intérêt des MLF de 10 points de base à 3,15%, et le 15 avril 2020, le taux a encore baissé de 20 points de base à 2,95%. Parallèlement, les injections de liquidité, via la facilité de crédit permanente (*Standing Lending Facilities, SLF*) s'établissaient au total à 186,2 Mds RMB, l'encours s'inscrivant à 19,8 Mds RMB à fin décembre 2020 contre 102 Mds RMB à fin 2019. Au deuxième trimestre, les taux d'intérêt des SLF a été réduit de 30 points de base. Après cette réduction, les taux de SLF pour un jour, sept jours et un mois s'abaissent à 3,05%, 3,20% et 3,55% respectivement. A titre de comparaison avec l'année précédente, la PBoC a généralement prolongé la maturité des opérations en 2020 pour résoudre les difficultés de trésorerie des entreprises durant le Covid-19.
- ii) **Soutien financier aux PME.** En 2020, la PBoC a offert au total 1800 Mds RMB de *re-lending* et de réescompte pour financer les besoins de fonds de roulement des petites, moyennes et microentreprises résultant de l'épidémie, afin de faciliter l'approvisionnement, la reprise de la production et le développement de l'économie réelle. A fin 2020, les encours des petits et micro-crédits inclusifs et des crédits au secteur manufacturier à moyen et long terme ont augmenté respectivement de 30,3% et 35,2% en glissement annuel. Le coût de financement global des entreprises a considérablement baissé. A fin décembre 2020, le taux d'intérêt moyen des prêts aux entreprises était de 4,61%, soit une baisse de 51 points de base par rapport à la même période de l'année dernière. Par ailleurs, en 2020, les banques ont prolongé le principal et les intérêts des prêts aux entreprises pour un total de 7300 Mds RMB, mesure qui devrait être rapportée au deuxième trimestre 2020.
- iii) **Dynamisme du marché obligataire.** En 2020, le taux d'intérêt moyen des bons du Trésor à 10 ans émis par le ministère des Finances était de 2,93%, soit 24 points de base de moins que l'année précédente; le taux d'intérêt moyen des obligations financières à 10 ans émises par la *China Development Bank* était de 3,31%, soit 26 points de base de moins que l'année précédente; le taux d'intérêt moyen des obligations à un an émises par les entreprises AAA était de 2,82%, soit 58 points de base inférieur à l'année dernière. En 2020, le volume total des transactions d'obligations était de 253000 Mds RMB, soit une augmentation de 16,5% d'une année sur l'autre, dont 232800 Mds RMB sur le marché interbancaire (en hausse de 11,5% en g.a.) et 20200 Mds RMB (en hausse de 141,6% en g.a.) sur les marchés organisés. En 2020, 56900 Mds RMB d'obligations ont été émises, soit une augmentation de 26% en g.a. Cette année, les investissements des non-résidents sur le marché obligataire chinois ont dépassé 1000 Mds RMB, dont plus de 60% étaient des investissements de banques centrales étrangères et principalement investis dans les bons du Trésor et les obligations des Policy banks.

- iv) **Appréciation du yuan.** A fin 2020, l'indice de taux de change du RMB du *China Foreign Exchange Trading Center (CFETS)* affichait 94,84, soit une appréciation de 3,78% par rapport à la fin de l'année précédente. En 2020, les paiements transfrontaliers en RMB ont totalisé 28400 Mds RMB, soit une augmentation de 44% en g.a.: les paiements transfrontaliers en RMB aux titre des transactions courantes ont totalisé 6800 Mds RMB, soit une augmentation de 13% en g.a. et les règlements en RMB effectués dans le cadre du compte financier ont totalisé 21600 Mds RMB, soit une augmentation de 59% d'une année sur l'autre.
- v) **Soutien à la reconstitution du capital des banques.** En 2020, la PBoC a effectué de manière stable des opérations *Central Bank Bills Swap (CBS)* une fois par mois, pour un volume total de 61 Mds RMB. Pour mémoire, les CBS visent à encourager les banques à compléter leur capital en émettant des obligations perpétuelles - obligations sans maturité fixe et qui peuvent verser des intérêts à perpétuité. Les CBS permettent aux banques qualifiées d'échanger temporairement leurs obligations perpétuelles contre des billets de la PBoC, ce qui améliorera la liquidité des obligations de ces banques.



Réglementation: la CBIRC renforce la surveillance sur les prêts conjoints en ligne accordés par les banques

Le 20 février, le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) a publié une nouvelle réglementation sur les prêts conjoints en ligne des banques. Selon la nouvelle réglementation, les banques régionales ne pourront désormais accorder des crédits en ligne en dehors de leurs provinces d'enregistrement. Pour tout prêt conjoint, une banque ne doit pas contribuer à hauteur de plus de 70%

du prêt et son partenaire ne doit pas contribuer à moins de 30%. L'encours des prêts conjoints en ligne d'une banque ne peut pas dépasser 25% de son capital de niveau 1, tandis que l'encours de ses prêts conjoints en ligne ne doit pas dépasser 50% du total de ses prêts en cours. Cette nouvelle réglementation entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022, donnant ainsi aux banques près d'un an de transition.

L'annonce marque les efforts des régulateurs financiers pour renforcer la surveillance du financement en ligne effectué à la fois par les banques commerciales traditionnelles et les géants de la fintech comme *Ant Group*, afin de garantir que les prêteurs gèrent et contrôlent correctement les risques liés à l'entreprise. La CBIRC a déclaré que l'avis avait été publié en réponse aux problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des mesures provisoires publiées en juillet 2020 qui traitent de la façon dont les banques devraient exploiter leurs activités de prêt en ligne et couvrent des questions telles que la gestion des risques, la gestion des données et les prêts accordés conjointement avec d'autres institutions.

Ouverture financière: la Chine a approuvé la troisième coentreprise de gestion de patrimoine sous contrôle étranger

Le groupe de gestion d'actifs basé à Londres *Schroders PLC* a obtenu l'approbation réglementaire pour créer une coentreprise de gestion de patrimoine détenue majoritairement avec son partenaire chinois, *Bank of Communications Co. Ltd.* La nouvelle société basée à Shanghai, *Schroder BoCom Wealth Management Co. Ltd.*, sera détenue à 51% par *Schroders*, tandis que *BoCom Wealth Management Co. Ltd.*, une filiale à 100% de *BoCom*, en détiendra les restants 49%. Il s'agit de la troisième coentreprise de gestion de patrimoine sous contrôle étranger approuvée par le gouvernement chinois.

Pour mémoire, en décembre 2019, *Amundi*, le plus gros gérant d'actifs en Europe, avait déjà obtenu l'accord des régulateurs chinois pour lancer la première coentreprise de gestion de patrimoine sous contrôle étranger en Chine avec *Bank of China Wealth Management*, filiale de la *Bank of China*, cinq mois seulement après que le gouvernement chinois a annoncé de nouvelles mesures d'ouverture du marché financier. Cette coentreprise basée à Shanghai, qui est détenue à 55% par *Amundi* et à 45% par *Bank of China*, a officiellement ouvert ses portes en septembre 2020 et a lancé jusqu'à présent 12 produits de gestion de patrimoine mutuel. En août 2020, la Chine a approuvé la création d'une deuxième coentreprise de gestion de patrimoine sous contrôle étranger entre la société américaine *BlackRock Inc.*, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde, *Temasek Holdings Ptd. Ltd.*, le fonds souverain de Singapour, et *China Construction Bank Corp.*

Fintech/systèmes de paiement: l'Institut de la monnaie numérique de la PBoC rejoint l'initiative multiple CBDC Bridge

L'Institut de la monnaie numérique de la PBoC rejoint l'initiative multiple *CBDC Bridge* actuellement gérée par le centre fintech (*Innovation Hub*) de la Banque des règlements internationaux ainsi que par l'Autorité Monétaire de Hong Kong et la Banque centrale de Thaïlande. Ce projet, initié par ces deux dernières entités sous le nom d'*Inthanon-LionRock*, vise à développer des solutions facilitant les

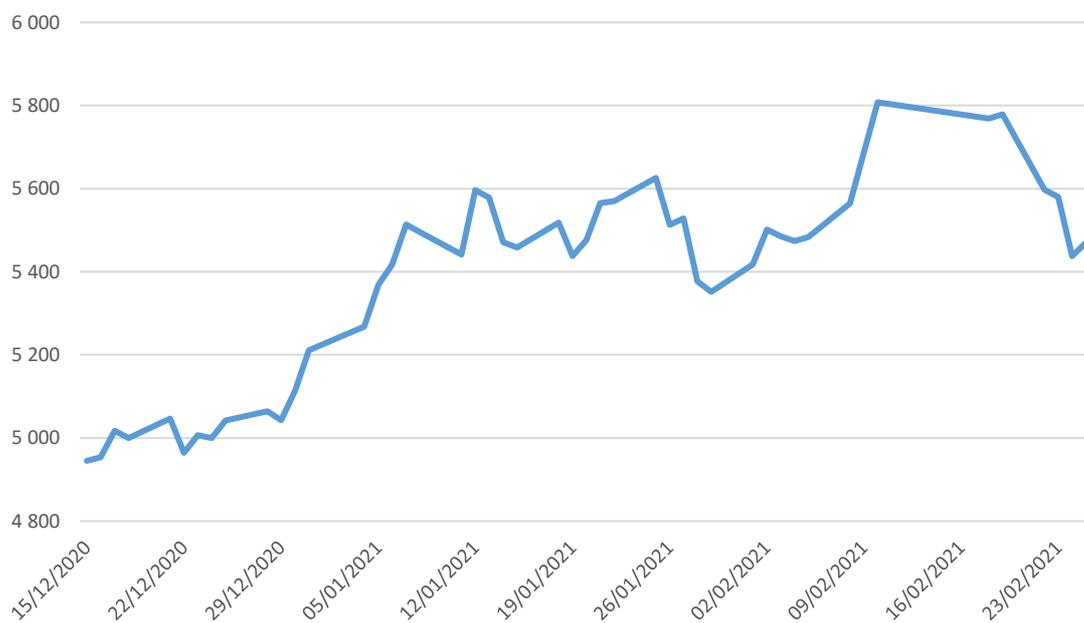
paiements transfrontaliers en devises en temps réel dans de multiples juridictions, 24 heures sur 24 et sept jours sur sept, à l'appui de la technologie ledger, qui sous-tend les crypto-monnaies telles que le bitcoin. Le programme élargi, auquel la Banque centrale des Émirats arabes unis a également adhéré, qui vise à traiter les frictions liées à ces transferts et partant à réduire leur coût de traitement, permettra ainsi le cas échéant, sur la base d'une démonstration de faisabilité, d'améliorer considérablement les infrastructures de paiement transfrontalières.

Marché boursier : orienté à la baisse depuis la réouverture du marché boursier pour l'année du buffle

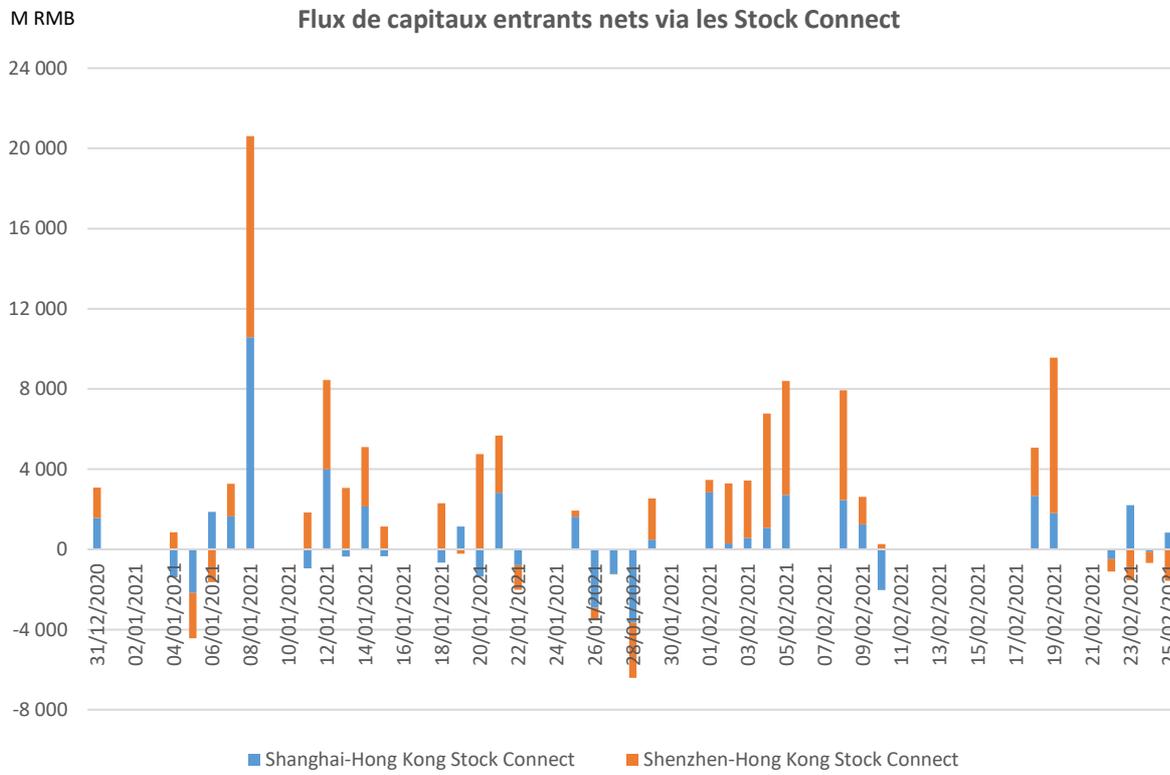
Après avoir enregistré un niveau record à 5808 (CSI 300) depuis 2007 avant la fermeture du marché boursier pendant le Nouvel An Chinois, les indices boursiers ont tous plongé depuis la réouverture :

	CSI 300	SSE	ChiNext	STAR 50
Depuis la réouverture du marché le 18 février	-5,8%	-1,9%	-6,8%	-6,1%
Depuis le 1 ^{er} janvier 2021	5,0%	3,2%	-2,9%	-3,1%

Evolution de l'indice CSI 300



Cette baisse est principalement due au retrait net de liquidités (260 Mds RMB) par la PBoC le 18 février, alimentant la préoccupation relative à une normalisation de la politique monétaire plus rapide que prévu dans un contexte de nette reprise de l'activité. En outre, la décision d'augmenter les droits de timbres par les autorités de Hong Kong le 24 février a également pesé sur la tendance des marchés financiers du continent.



[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Relation Chine-US: la publication d'un rapport sur l'évaluation des coûts d'un découplage

La Chambre de commerce des Etats-Unis et Rhodium Group ont publié un [rapport](#) sur les coûts potentiels d'un découplage des économies américaine et chinoise. Les arguments contenus dans ce rapport viennent alimenter la campagne des milieux d'affaires américains qui poussent à limiter la portée des mesures restreignant les échanges avec la Chine.

Le rapport dresse un panorama général des effets sur l'économie américaine d'une réduction de certains flux entre les deux pays : biens, capitaux, personnes et « innovation ». Il propose ensuite une analyse détaillée des coûts du découplage sino-américain dans quatre secteurs : aéronautique, semi-conducteurs, chimie et matériel médical.

1. Tableau général

- 1.1 **Biens.** Selon les auteurs, la mise en place de tarifs de 25 % sur l'ensemble des échanges bilatéraux (737 Mds USD en 2018) entraînerait une baisse du PIB américain de 190 Mds USD en 2025. Au-delà de ces coûts directs, le rapport évoque plusieurs coûts difficilement mesurables qui seraient liés aux pertes d'accès au marché chinois (économies d'échelle, financement R&D, emploi) et qui seraient en outre susceptibles d'augmenter en raison de la croissance marginale de l'économie chinoise par rapport à l'économie mondiale.
- 1.2 **Capitaux.** Le rapport estime que la cession de la moitié du stock d'IDE américains en Chine entraînerait une perte de revenus de 25 Mds USD par an pour les investisseurs américains, dans l'hypothèse d'un rendement annuel de 20 % sur les 258 Mds USD d'IDE américains réalisés en Chine jusqu'en juin 2020; et la perte cumulée pour le PIB américain pourrait dépasser les 500 Mds USD. Cela n'inclut pas les coûts liés au détournement des IDE chinois des États-Unis.
- 1.3 **Personnes.** Le rapport estime qu'une division par deux des déplacements de citoyens chinois aux États-Unis (professionnels, étudiants, touristes) entraînerait une baisse de 15 Mds USD à 30 Mds USD des exportations annuelles de services (transports, éducation).
- 1.4 **Innovation.** Bien que les conséquences d'un découplage en la matière soient peu quantifiables, le rapport identifie tout de même plusieurs effets pour la R&D américaine (en 2018, les dépenses R&D aux États-Unis ont atteint 511 Mds USD contre 452 Md USD pour la Chine): 1/ les entreprises américaines dépendant de leurs activités en Chine baisseraient leurs dépenses R&D aux Etats-Unis; 2/ les sociétés chinoises cesseraient d'effectuer de la R&D aux États-Unis; 3/ les sociétés issues de pays tiers renonceraient à effectuer de la R&D aux États-Unis pour des activités réalisées en Chine.

2. Analyse sectorielle

- 2.1 *Aéronautique.* Les ventes à l'export représentent environ la moitié du chiffre d'affaires des avionneurs américains, soit 131 Mds USD en 2018 ; la Chine est le premier marché à l'export et les États-Unis avaient un excédent bilatéral de 17,7 Mds USD en 2018 dans ce secteur. **Une perte complète de l'accès au marché chinois pour les avionneurs américains entraînerait une perte annuelle de 38 Mds USD à 51 Mds USD de PIB et la destruction de 167 000 à 225 000 emplois aux États-Unis.**
- 2.2 *Semi-conducteurs.* **La perte complète de l'accès au marché chinois entraînerait une perte de chiffre d'affaires annuelle de 83 Mds USD pour les entreprises américaines et la destruction de 124 000 emplois,** ainsi que 12 Mds USD dans les dépenses R&D.
- 2.3 *Chimie.* **Le rapport estime que le maintien des tarifs chinois visant la quasi-totalité des exportations de produits chimiques américains (10,8 Mds USD de flux taxés) pourrait causer à court terme des pertes de production pouvant aller de 10,2 Mds USD et 26 000 emplois,** si la Chine peinait à trouver d'autres sources d'approvisionnement, **à 38 Mds USD et 100 000 emplois,** si elle parvenait à trouver des alternatives durables aux fournisseurs américains.
- 2.4 *Matériel médical.* **Le rapport estime que la perte des 30% de parts de marché détenues par les sociétés américaines dans le secteur du matériel médical en Chine causerait une perte de chiffres d'affaires de 479 Mds USD sur 10 ans.** La levée d'une part importante des tarifs sur les biens médicaux par l'USTR à partir du printemps 2020 n'a pas été mentionnée.

En conclusion, le rapport demande aux pouvoirs publics américains d'avoir une vue d'ensemble quant aux différentes hypothèses de découplage avec la Chine et d'appréhender les effets sur le commerce extérieur, l'investissement, l'emploi ou l'innovation. Il appelle à l'élaboration de mesures ciblées (épargnant les secteurs sans lien avec la « sécurité nationale » ou la « résilience de l'économie ») et « ajustables » (en fonction des évolutions chinoises). Il insiste sur la préservation d'une logique de marché pour déterminer les mesures à prendre vis-à-vis de la Chine et sur la capacité limitée de l'État à prendre en charge l'ensemble des coûts afférents à un découplage. Enfin, il enjoint l'administration américaine de privilégier des mesures prises dans un format plurilatéral, de manière concertée avec ses partenaires, afin de minimiser les coûts et de ne pas dégrader en raison d'initiatives unilatérales les avantages comparatifs de l'économie américaine.

Lors de [la conférence de presse](#) du ministère chinois des Affaires étrangères du 19 février, la porte-parole a remarqué que ce rapport avait confirmé que la relation économique entre la Chine et les États-Unis est mutuellement bénéfique et qu'un découplage mènerait à un « un découplage des opportunités, du futur, et du monde ».

Le 24 février, en vue de réduire la dépendance sur la Chine dans les industries prioritaire, le président Biden a publié [un décret](#) (*executive order*) mandatant les départements responsables, dans un délai de 100 jours, à identifier les vulnérabilités d'approvisionnement américain dans quatre secteurs – les semi-conducteurs; les batteries de haute capacité y compris les batteries des véhicules électriques; les minerais critiques dont les terres rares; et les pharmaceutiques.

Rédigé par le SER de Washington

Relations Chine – Inde : plusieurs projets investissements chinois en Inde sont en passe d'être débloqués

Selon les sources de [Reuters](#), l'Inde serait prête à accepter 45 propositions d'investissement chinois, principalement dans le secteur manufacturier, alors que les tensions militaires entre les deux pays s'apaisent à la frontière. Les projets des fabricants automobiles Great Wall Motors (1 Md USD sur plusieurs années) et de SAIC en feraient partie.

Le 17 avril 2020, les autorités indiennes ont [renforcé les régulations sur les investissements étrangers](#), requérant une approbation du gouvernement pour les investissements provenant de pays limitrophes. Ce renforcement visait principalement la Chine, les investissements du Pakistan et du Bangladesh étant déjà soumis à des restrictions. 150 projets d'investissements chinois d'une valeur de plus de 2 Mds USD ont été mis en suspens. Les secteurs de l'automobile, de l'électronique, des produits chimiques et des textiles sont considérés comme non sensibles, tandis que ceux impliquant les données et la finance sont considérés comme « sensibles ». Les propositions des secteurs non sensibles seront approuvées plus rapidement, tandis que celles considérées comme "sensibles" seront examinées plus tard.

D'après [Venture Intelligence](#), les investissements chinois et hongkongais en Inde ont chuté en 2020, passant de 3,5 Mds USD en 2019 à 1,05 Md USD.

L'Inde reste très dépendante de la Chine dans ses importations, en particulier de biens d'équipements (dont 46 % ont été importé depuis la Chine en 2019, selon les douanes indiennes) et des principes actifs (70 %). Les droits de douane d'une trentaine de produits ont été relevés en début février 2021, en particulier dans le secteur électronique, chimique et automobile. Les autorités indiennes ont annoncé en juin 2020 vouloir resserrer les normes d'importations de 370 produits et augmenter les droits de douanes sur les importations en provenance de Chine dans le but de privilégier la production locale.

CPTPP : certains membres de l'accord s'opposeraient à une potentielle adhésion de la Chine

Le ministère du Commerce (MofCom) serait en train d'examiner toutes les dispositions du *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* (CPTPP), y compris les normes du droit de travail, de l'environnement, et de la propriété intellectuelle, a annoncé le Vice-Ministre Wang Shouwen lors [d'une conférence de presse](#).

Selon le [Financial Times](#), le Japon s'opposerait implicitement à une adhésion potentielle de la Chine, le but primordial du Japon étant d'établir des normes plus élevées en Asie. « *Nous ne voulons pas du tout diluer le CPTPP par de nouvelles accessions* », a remarqué un officiel japonais du commerce.

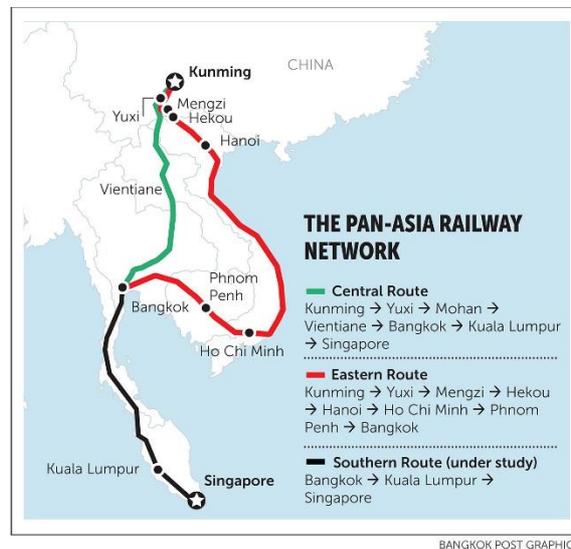
Le CPTPP comprend actuellement 11 pays signataires¹. En novembre dernier, lors du sommet de l'APEC, le président Xi Jinping a annoncé l'intention de la Chine à rejoindre l'accord ([voir brèves de la semaine du 23 novembre 2020](#)). Le Royaume-Uni, la Corée du Sud et la Thaïlande ont également exprimé leur intérêt pour l'accord.

L'inclusion dans le CPTPP de clauses contraignantes sur le droit du travail, en particulier sur les organisations syndicales, devrait constituer des lignes rouges que la Chine ne souhaite pas franchir.

Nouvelles routes de la soie : mise en service de la voie ferrée Chine – Laos annoncée pour décembre 2021

La voie ferrée reliant Vientiane, la capitale du Laos, à la ville frontalière Boten sera mise en service en décembre 2021. Il s'agit du projet le plus important de l'initiative Belt and Road en Asie du Sud-Est. Le coût du projet, estimé à 5,9 Mds USD (soit près d'un tiers du PIB du Laos) et est principalement financé par des prêts de la China Exim Bank. La notation du Laos par Moody's a été réduite en 2020 de « B3 » à « Caa2 ».

Le projet constitue la première étape d'un réseau ferrée reliant le sud-est asiatique avec la province chinoise du Yunnan. La Chine souhaite ensuite étendre la ligne Vientiane – Boten à Kunming, Bangkok et Singapour.



Malgré l'endettement important du Laos concernant ce projet, la [Banque mondiale](#) estime que la voie ferrée stimulera le commerce en réduisant les coûts de transport et contribuera au désenclavement du pays en le « reliant aux principales zones de production et de consommation en Chine et en ASEAN, permettant ainsi aux entreprises d'accéder aux chaînes de valeur mondiales ».

¹ Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Vietnam

Les importations chinoises en provenance du Laos ont doublé entre 2016 et 2020 (à 2,1 Mds USD) ; elles se concentrent majoritairement sur les minerais, le bois et le caoutchouc.

Retour au sommaire ([ici](#))



Climat des affaires

Marchés publics : une circulaire vise à corriger la fragmentation au niveau local des appels d'offres

Le 25 février, 11 organes de l'Etat dont la NDRC, le MIIT, et le MofCom ont publié une [circulaire](#) visant à améliorer le système d'appel d'offres en Chine, en « garantissant une concurrence équitable » lors de la passation de marchés publics. La circulaire vise à « nettoyer » et coordonner les réglementations locales afin de rendre le système moins fragmenté. La circulaire dispose également les points suivants :

- Avant la fin novembre 2021, toutes les lois, réglementations et documents réglementaires sur les appels d'offres toujours en vigueur devront être mis en ligne sur les sites gouvernementaux au niveau provincial. Les réglementations qui ne sont pas mis en ligne seront rendu caduques.
- Les documents réglementaires ne pourront pas nuire aux « intérêts légitimes des entités du marché », ni y imposer des obligations tels que des conditions d'accès et de sortie du marché ou des demandes de certification.
- Les « entités du marché » et des chambres de commerce devront être consultées via des « commentaires publics » avant l'élaboration de nouvelles réglementations locales sur les appels d'offres.

Cette circulaire s'inscrit dans une modernisation du cadre des marchés publics poussés par l'accélération du processus de négociation pour l'accession à l'accord de l'OMC sur les marchés publics.

Le droit chinois des marchés public est régi par deux lois dont la frontière reste floue en pratique : (i) la loi sur les appels d'offres de 1999 (ou *Tendering and Bidding Law* – TBL), s'appliquant *de facto* aux entreprises d'Etat (SOE) et (ii) la loi sur les marchés publics de 2002 (*Government Procurement Law* – GPL) régissant les activités d'achat menées avec des fonds fiscaux par les organes de l'Etat. Les entités gouvernementales aux niveaux administratifs inférieurs jouissent d'une grande discrétion dans l'élaboration de leurs propres règles, favorisant le [protectionnisme local](#). Selon la Chambre de commerce de l'Union européenne, les réglementations locales peuvent atteindre jusqu'à [70%](#) des réglementations dans certains secteurs.

Plusieurs réformes récentes sont supposées améliorer la transparence et interdire les discriminations. Dès 2019, le MoF a dans le cadre de la GPL publié une [circulaire](#) interdisant les pratiques restrictives déloyales dans les marchés publics, dont le traitement discriminatoire à l'égard des entreprises privées y compris étrangères. La NDRC a publié en décembre 2019 [un projet d'amendement de la loi sur les appels d'offres](#) (TBL), modifiant substantiellement la loi en améliorant la transparence et la conduite des appels offres, la rapprochant des exigences de l'AMP dans certains domaines mais restant toujours lacunaire. La nouvelle [loi sur les investissements étrangers](#), entrée en vigueur en janvier 2020, contient une disposition interdisant les discriminations envers les entreprises étrangères lors de la passation de marchés publics.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Industrie et numérique

Santé : approbation de deux vaccins nationaux supplémentaires sur le marché chinois

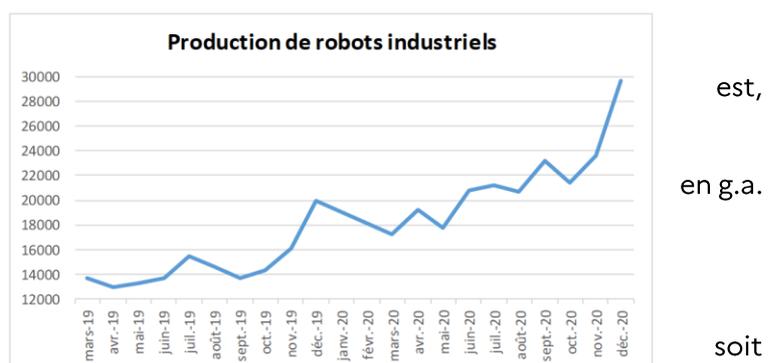
L'Administration nationale des produits médicaux (NMPA) a annoncé l'approbation de deux nouveaux vaccins : l'un développé par CanSino Biologics (à adénovirus- comme le vaccin russe Sputnik V), revendiquant un taux d'efficacité de 65,28% 28 jours après inoculation ; l'autre développé par l'Institut de produits biologiques de Wuhan, une filiale de Sinopharm, revendiquant un taux d'efficacité de 72,51%. Le nombre de vaccins approuvés sur le marché chinois s'élève ainsi à quatre, à la suite de l'autorisation de mise sur le marché du vaccin développé par Sinovac Biotech (inactivé) en février et d'un autre vaccin de Sinopharm (inactivé) en décembre.

Pour mémoire, le vaccin de CanSino avait déjà été approuvé spécifiquement pour le personnel militaire en Chine [dès juin 2020](#), et administré « par approbation urgente » dès juillet, avant finalisation des essais de phase III. Développé conjointement par CanSino Biologics et l'Académie des sciences médicales militaires, la principale institution chinoise dédiée au développement de biotechnologies à usage militaires, le programme de ce vaccin a été piloté par [Chen Wei](#), une épidémiologiste également major générale dans l'Armée populaire de libération (APL), reconnue en Chine pour ses expériences passées dans la lutte contre l'épidémie de SRAS en 2003 et ses contributions à la découverte d'un vaccin contre Ebola (voir [brèves du SER de Pékin du 16 mars 2020](#)). CanSino Biologics est par ailleurs la troisième entreprise pharmaceutique chinoise à exporter des vaccins, à la suite d'une approbation d'urgence au Mexique mi-février.

Robots industriels : la production de robots en 2020 est en-deçà de l'objectif fixé

Les robots industriels produits par des entreprises chinoises ont représenté [39%](#) du marché intérieur en 2020, en-deçà de l'objectif de 50% fixé par le plan « *Made in China 2025* » (MIC2025)

En dépit d'un marché intérieur de robots industriels dominé par des fabricants notamment japonais et coréens, la Chine depuis 2013, le premier producteur mondial de robots industriels. En 2020, la production a d'ailleurs progressé de 19,1% Sur la période 2017-2018, la Chine représentait 38% des installations de robots industriels mondiales, tandis que le territoire chinois comptait en 2019, 140 492 unités implantées dans des usines, davantage qu'en Europe et aux Etats-Unis réunis. Ainsi, la [densité de robots industriels](#) atteint 187 robots pour 10 000 employés en Chine en 2019, une densité similaire à celle de pays européens (France : 177) mais en-deçà des fabricants dominant déjà le marché (densité de 346 robots pour 10 000 employés en Allemagne ; 364 au Japon et 855 en Corée du Sud sur la même année).



La différence de 11% par rapport à l'objectif fixé dans MIC2025 serait notamment imputable aux tensions sino-américaines et à la pandémie de Covid-19, facteurs qui auraient selon YCP Solidiance radicalement réduit les investissements dans le secteur (de l'ordre de 50% dès septembre 2020).

Pour mémoire, ce secteur, identifié notamment comme permettant de moderniser la fabrication industrielle, fait partie des dix industries clés que le plan « *Made in China 2025* » (publié en 2015) appelle à développer. A cet égard, il bénéficie d'importantes subventions. Ces financements publics représentent près de [20% du bénéfice net](#) de l'industrie des robots industriels en Chine ; en 2018, elles représentaient jusqu'à [44%](#) des bénéfices nets de 53 entreprises de robotiques listées.

E-commerce: pour la première fois, les ventes en e-commerce pourraient dépasser les ventes physiques en 2021

[Selon le cabinet de recherche eMarketer](#), la part des ventes issues du e-commerce en Chine pourraient [s'élever à 52,1% en 2021](#), soit une augmentation prévisionnelle de 44,8% par rapport à 2020. La Chine serait ainsi le premier pays dans lequel les ventes issues du e-commerce dépassent les ventes physiques.

Selon le cabinet, cette croissance prévisionnelle s'explique par plusieurs facteurs. La pandémie de Covid-19 a considérablement accéléré les ventes en ligne. En particulier, la période du nouvel an chinois 2021 a vu les ventes de détail augmenter de 28,7% comparé à la même période en 2020. Enfin, le secteur du e-commerce est constamment stimulé par l'apparition de nouvelles pratiques, comme la diffusion en direct de vidéos faisant la promotion de produits – notamment sur les plateformes Pinduoduo, Taobao, JD.com. Ainsi, alors que les ventes physiques en 2020 avaient déjà diminué de 18,6% en g.a., elles devraient à nouveau chuter de 9,8% cette année.

International: un futur décret de l'administration Biden appelle à l'instauration de chaînes de valeur moins dépendantes de la Chine

Le président Joe Biden devrait signer fin février un décret visant à restructurer les chaînes de valeur de produits jugés stratégiques, afin de diminuer leur dépendance vis-à-vis de la Chine. [Selon Nikkei Asia](#), ces mesures cibleront certainement les semi-conducteurs, les batteries de véhicules électriques, les métaux et terres rares ainsi que les produits médicaux. En outre, Washington chercherait à établir des partenariats notamment avec Taïwan, le Japon et la Corée du Sud, s'agissant de la production de puces, ainsi qu'avec les économies de la zone Asie-Pacifique (Australie), en matière de terres rares.

Selon les statistiques de Boston Consulting Group, la part des Etats-Unis dans la production mondiale de semi-conducteurs a fortement diminué, passant de 37% en 1990 à 12% actuellement. A l'inverse, BCG prévoit que la part de la Chine dans la production de semi-conducteurs (qui s'élève actuellement à 15,9% selon un rapport d'IC Insights), s'élèvera à 24% en 2030, notamment en raison des subventions dont bénéficie le secteur. Ces vellétés américaines de restructuration de la chaîne de valeur des semi-conducteurs s'inscrit dans une tendance plus large: en novembre dernier, les officiels taïwanais et américains ont signé un protocole d'entente visant à promouvoir la coopération technologique dans sept secteurs, dont la 5G, les semi-conducteurs et des « chaînes de valeur sûres, sécurisées et fiables ». De même, en mai 2020, TSMC avait annoncé la construction d'une usine en Arizona, où le groupe envisage de produire des *wafers* gravés en 5nm ; l'usine devrait être opérationnelle dès 2024. Selon

Nikkei Asia, TSMC s'apprêterait par ailleurs à établir un centre de R&D au Japon. Si la restructuration de la chaîne de valeur des semi-conducteurs reste une dynamique de long terme, ces volontés américaines de mise en œuvre accélérerait le découplage technologique.

S'agissant des terres rares (un groupe de 17 métaux dont les propriétés physiques en font des éléments essentiels aux industries de l'électronique, électromagnétique, énergies nouvelles), la Chine a acquis un quasi-monopole sur leur exploitation au début des années 2000. Elle [assure](#) ainsi depuis la fin des années 1990 l'approvisionnement d'environ 90% de la demande mondiale, et de 80% de la demande américaine, faisant des terres rares un potentiel instrument de rétorsion (*cf. note du SER de Pékin*). Pour mémoire, en 2010, la Chine avait restreint les exportations de terres rares à destination du Japon à la suite d'un différend maritime. D'éventuelles nouvelles décisions de rétorsions ne peuvent être exclues, dans un contexte où la Chine a récemment annoncé envisager de limiter les exportations de terres rares pour entraver l'industrie de défense américaine (*voir les [brèves du SER de Pékin du 15 février 2021](#)*).

Retour au sommaire ([ici](#))



Développement durable, énergie et transports

Transport aérien : fortes perturbations sur les vols internationaux, par ailleurs soumis à de nouvelles restrictions sanitaires, et un trafic intérieur en baisse

Les autorités chinoises ont informé les passagers de nouvelles mesures sanitaires sur les vols internationaux. S'agissant des [vols avec embarquement à Paris vers la Chine](#), à compter du 26 février : l'ambassade de Chine en France ne délivrera plus automatiquement de « QR codes santé » à des passagers transitant par Paris, si ceux-ci sont en provenance d'un pays tiers depuis lequel il existe un vol régulier direct reliant ce pays avec la Chine. Les contrôles en transit sont renforcés et les délais de correspondance ne peuvent être inférieurs à une durée de 10h. En cas de tests positifs au COVID-19, les passagers en transit sont tenus d'observer une quatorzaine à leurs frais, avec examens médicaux au terme de la période (s'ils sont toujours positifs au COVID-19, les passagers n'ont pas le droit d'embarquer pour la Chine et sont reconduits à leurs frais à leur point de départ). S'agissant des vols directs entre la France et la Chine, les passagers d'entreprises chinoises résidants en France doivent se soumettre à une quarantaine préalable de 14 jours, avec attestation sur l'honneur individuelle et de leur entreprise, et réaliser plusieurs examens de dépistages au COVID-19. Un passager vacciné, qui pourrait être potentiellement positif au test sérologique (anticorps IgM), devra soumettre un certificat de vaccination aux autorités chinoises pour un droit d'embarquer (la question de la reconnaissance mutuelle des certificats de vaccination se pose, quoique non traitée par ces directives de l'ambassade de Chine en France). Toutes ces mesures se cumulent à celles déjà existantes (double dépistage aux examens virologique RT PCR et sérologique 48h avant embarquement, quarantaine avec durées variables et autres examens médicaux complémentaires au point d'arrivée en Chine, etc.).

Les liaisons internationales sont par ailleurs fortement perturbées par la multiplication des décisions dites de « *circuit breaker* » par la Chine. Cette procédure, mise en place en juin dernier et découlant de la volonté de l'Etat de restreindre drastiquement les vols internationaux, accusés d'être des véhicules de résurgence de l'épidémie en Chine, conduit à la suspension de liaisons aériennes régulières en fonction du nombre de passagers détectés positifs au COVID-19 à leur arrivée sur le sol chinois. Ces dispositions sont particulièrement problématiques, dans la mesure où les compagnies aériennes (chinoises et étrangères) sont sanctionnées pour des passagers détectés positifs au COVID-19 notamment lors de leur quarantaine en Chine, bien au-delà de leurs responsabilités de transporteurs aériens et des dispositifs de prévention sanitaire mis en place au départ ou en transit de tous les vols à destination du territoire chinois. Cette réglementation chinoise controversée constitue une suspension de facto des dispositions de l'accord aérien bilatéral franco-chinois de 1966, pose des problèmes de transparence et d'atteinte à l'équilibre des opportunités entre transporteurs des deux pavillons. En application des principes de réciprocité de l'accord aérien bilatéral, suite à la récente sanction ayant frappé Air France d'une [suspension pour deux semaines](#) de son vol AF198 entre Paris et Shanghai (annulation des vols du 25 février et 4 mars), la direction générale de l'aviation civile (DGAC) a décidé de suspendre [deux vols de compagnies chinoises](#) (annulation du vol China Eastern MU570 du 28 février 2021 entre Paris et Shanghai et du vol China Southern CZ348 du 4 mars 2021 entre Paris et Canton). Cette situation n'est pas nouvelle sur le marché français. Des décisions comparables ont été prises en Allemagne, en réaction à plusieurs suspensions unilatérales par la Chine de vols de Lufthansa entre Francfort et Shanghai, en vertu de cette même réglementation nationale chinoise.

En outre, le trafic intérieur chinois a [fortement chuté](#) en ce début d'année 2021, marqué par un renforcement des contraintes sanitaires et des consignes gouvernementales enjoignant à une

restriction des voyages pendant les fêtes du printemps. En janvier, Air China n'a transporté que 4,36 M de passagers (-41% en glissement annuel) avec une chute des recettes (RPK) de 42% et -28% de son offre de sièges. Les tendances sont similaires pour China Eastern (5,1 M de pax, soit -39% ; -22% de capacité) et China Southern (6 M de pax, soit -37% ; -40% RPK ; -30% de l'offre). S'agissant de la période de congés des fêtes du Printemps entre les 11 et 17 février, l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a constaté une baisse de 45% du volume de passagers aériens (par rapport aux vacances de 2020), mais la chute est plus significative par rapport à la période similaire en 2019 (-72%). Pour les six premières semaines de l'année, le cabinet OAG estime que [l'offre de sièges sur le marché intérieur a diminué](#) de 25 millions de sièges. Cependant, certains experts chinois estiment qu'il s'agit d'une situation conjoncturelle. Dans un rapport prévisionnel récent, l'Académie du tourisme de Chine s'attend à un fort rebond de la demande de services aériens [au S2 2021](#), qui se justifierait par la réalisation à cette période des voyages qui ont été différés du nouvel an chinois et pendant le S1, couplée à une maîtrise de l'épidémie de COVID-19 en Chine et une plus grande population vaccinée.

Transport ferroviaire : deux nouveaux projets de ligne Maglev reliant Pékin et Shanghai à la province du Guangdong prévus d'ici 2030

Le gouvernement provincial du Guangdong a dévoilé un [plan d'aménagement du territoire sur 15 ans](#) prévoyant la construction de deux lignes de Maglev (train grande vitesse utilisant la technologie de lévitation magnétique) reliant Pékin et Shanghai au Guangdong. La première passerait par Shaoguan, Canton, Zhuhai, Hong-Kong et Macao, la deuxième par Shanwei, Shenzhen et Canton. Avec une vitesse avoisinant les 600 km/h, les deux lignes permettraient d'atteindre Canton en [2h30 depuis Shanghai \(1800 km\)](#) et [3h20 depuis Pékin \(plus de 2000 km\)](#), soit la moitié du temps actuel. Le tronçon [entre Canton et Shenzhen](#) pourrait être le premier mis en chantier d'après les premières informations officielles. Le plan du Guangdong, ouvert aux commentaires publics jusqu'au 11 mars, prévoit une construction finalisée en 2030. Aucune estimation des coûts de ce projet n'a pour l'instant été donnée.

Pour mémoire, la première ligne Maglev de Chine, utilisant une technologie allemande, a ouvert en 2004 à Shanghai pour relier le quartier d'affaires de Putong à l'aéroport international. Première ligne Maglev à usage commercial du monde, elle opère à 430 km/h permettant de couvrir une distance de 30,5 km en moins de 8 minutes. Cependant, à cause de coûts d'exploitation et de maintenance particulièrement élevés, la ligne n'a jamais été commercialement rentable. Deux autres lignes Maglev à moyenne-basse vitesse existent actuellement en Chine à Changsha (Hunan) depuis 2016 et à Pékin depuis 2017 (ligne S1 entre Shichang et Pingguo Yuan). Au Japon, la ligne Maglev Chuo Shinkansen est actuellement en cours de construction entre Tokyo et Nagoya (extension planifiée jusqu'à Osaka) avec une exploitation commerciale complète de la ligne prévue pour 2037 à une vitesse de 500 km/h.

Transport aérien : publication de directives pour la facilitation des transferts de passagers sur le réseau intérieur

L'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a récemment publié [des directives](#) destinées à encadrer et à faciliter les correspondances de passagers sur le réseau intérieur, notamment pour les services relatifs aux transferts de bagages, aux contrôles de sûreté et aux problèmes liés aux retards sur les vols. Ces [lignes directrices énumèrent](#) un certain nombre d'exigences pour les opérateurs et les prestataires de services, en se référant à certaines bonnes pratiques, comme celles de China Express, de compagnies aériennes du groupe HNA, ou de dispositions mises en place à l'aéroport de Xi'an. Pour

rappel, avant l'épidémie de COVID-19, le nouvel aéroport international de Pékin-Daxing ambitionnait d'assurer des [services de transferts de bagages](#) entre 30 minutes (correspondances domestiques) et 45 minutes (correspondances internationales). L'aéroport de Pékin-Daxing n'a toujours pas été rouvert au trafic international.

Développement durable : publication d'une circulaire du conseil des affaires d'Etat sur l'économie bas carbone et circulaire

Le Conseil des affaires de l'Etat a publié lundi 22 février un plan d'orientation générale pour accélérer la mise en place d'une économie « verte, bas carbone et circulaire ». Elaboré par la NDRC, ce document avait été approuvé par Xi Jinping à l'occasion de la 17ème réunion du Comité central sur l'approfondissement global de la réforme (CCCCR en anglais) qui s'était tenue fin décembre 2020. Il s'agit d'un document d'orientation générale comprenant 30 lignes directrices et incluant tous les secteurs de l'économie, sans néanmoins donner d'objectif chiffré. Deux échéances sont données avec (i) d'ici 2025, une optimisation et un verdissement des secteurs de l'industrie, de l'énergie et des transports avec une « réduction significative » de l'intensité énergétique, de l'intensité carbone et de la pollution (ii) d'ici 2035, l'atteinte d'un « niveau internationalement avancé » en matière d'utilisation des ressources et de l'énergie dans les industries clés, la baisse des émissions carbone après l'atteinte du pic et la réalisation de l'objectif d'une « Belle Chine » dans ses principaux fondements.

Le document définit des dispositions dans six domaines: la production, l'économie circulaire, la consommation, les infrastructures, l'innovation technologique et la législation. Des mesures récemment lancées sont valorisées par le document, entre autres le système de permis de rejets des polluants, l'augmentation de la capacité installée d'énergie éolienne et solaire, le système de tri des déchets, la réforme des résidences anciennes et la construction d'un marché national du carbone.

Afin de mettre en œuvre ce plan d'orientation, il est demandé aux gouvernements locaux d'élaborer des mesures concrètes au niveau local. Un bilan national sur le développement vert, bas carbone et circulaire devrait être publié chaque année par la NDRC, sous une forme restant à déterminer.

Energie : CNOOC annonce la découverte d'importantes réserves de pétrole et de gaz dans le Golfe du Bohai et prévoit d'augmenter encore sa production dans les prochaines années

China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), le géant chinois de l'exploration pétrolière et gazière offshore, a [annoncé](#) lundi la découverte d'un champ pétrolier et gazier dans le golfe du Bohai (au large de la municipalité de Tianjin) dont les réserves totales sont estimées à 100 millions de tonnes d'équivalent pétrole (soit 714 millions de barils) ce qui en fait l'une des plus grandes réserves du pays. L'exploitation du puits devrait commencer en 2023, avec une capacité de production journalière anticipée de 300 tonnes de pétrole (environ 2000 barils) et de 150 000 m³ de gaz.

[CNOOC prévoit pour 2021](#) de porter ses dépenses en capital à 90-100 Mds RMB (environ 11-13 Mds EUR), soit le niveau le plus élevé depuis 2014, donnant la priorité au forage domestique et au développement du gaz naturel. La compagnie a annoncé avoir produit 528 millions de barils équivalent pétrole (Mboe) en 2020 - soit une hausse de 5% par rapport à 2019 - et prévoit encore d'accroître sa production dans les prochaines années (545-555 Mboe pour 2021, 590-600 Mboe pour 2022 et 640-650 Mboe pour 2023). 19 nouveaux projets devraient notamment être mis en opération cette année, dont l'immense champ gazier en eau profonde Lingshui 17-2 en mer de Chine méridionale détenu à 100% par CNOOC.

Pour mémoire, les réserves prouvées de pétrole et de gaz en Chine représentaient fin 2019 respectivement 1,5% et 4,2% du total mondial.

Retour au sommaire ([ici](#))



Actualités régionales

Grande Baie : Projet de train Maglev entre Guangzhou, Shenzhen et Shanghai

Le Département des ressources naturelles du Guangdong a publié un projet de « Plan d'utilisation des terres et de l'espace de la province (2020-2035) », ouvert à la consultation publique jusqu'au 11 mars. Ce Plan prévoit notamment la construction d'une ligne de train Maglev entre Guangzhou et Shanghai – en passant par Shenzhen, permettant de raccourcir la durée du trajet à deux heures et demie, soit l'équivalent du temps de transport en avion. Une seconde ligne est envisagée qui doit permettre de relier Pékin à Hong Kong et Macao en 3 heures et 40 minutes, et desservant Guangzhou, Zhuhai et d'autres villes du Guangdong.

[Source](#)

Grande Baie : Publication d'un plan pour attirer les talents internationaux dans la Grande Baie

Le groupe dirigeant de la construction de Grande Baie Guangdong-Hong Kong-Macao a promulgué le 18 février dernier un « Plan pour la création d'une zone spéciale pour les talents internationaux dans le nouveau district de Nansha – Guangzhou ». Le Plan propose une série de mesures visant à attirer, à former, à employer et à évaluer les talents internationaux. Il doit permettre à la Grande Baie de renforcer son attractivité et son rayonnement pour attirer de nouveaux talents, principalement de Hong Kong et Macao, et d'optimiser leur distribution au sein de la région. Le Plan prévoit notamment : une réforme complète des permis de travail pour les talents ; la création d'un environnement fiscal avantageux, aligné sur les meilleurs standards internationaux ; la création d'institutions de recherche et de laboratoires de classe mondiale à fort pouvoir d'attractivité ; la création d'un mécanisme d'insertion (aides à l'enregistrement, à l'installation, etc.) et de formation des talents ; la création d'une base d'innovation et d'entrepreneuriat « offshore » pour l'emploi flexible et à court terme de talents étrangers ; la libéralisation du recrutement des talents internationaux (abolition de l'encadrement salarial, des quotas et ratios d'embauche) ; la création d'institutions d'évaluation chargées de la certification, la vérification et l'accréditation des qualifications professionnelles des talents étrangers (selon des standards d'évaluation à déterminer). A noter que la zone de Nansha compte développer des partenariats étrangers avec des instituts de formation professionnelle de renom, notamment en matière de formation touristique et hôtelière (coopérations avec l'Institut du tourisme de Macao et l'Ecole hôtelière de Lausanne).

[Source](#)

Guangdong : Légère contraction du commerce extérieur du Guangdong en 2020

Le commerce extérieur du Guangdong s'est contracté de seulement 0,9% sur fond de pandémie en 2020, pour s'établir à 7 080Mds CNY selon les données des douanes. Les politiques de réductions de coûts à l'exportation et les opportunités de marchés à l'international ont permis de juguler l'impact de

la pandémie sur le commerce extérieur de la Province. Le Guangdong représente 22 % des échanges commerciaux du pays avec le reste du monde. Le volume des exportations atteint un niveau record à 4 350 Mds CNY, en augmentation pour la 4^{ème} année consécutive (+0,2%) à la faveur notamment d'une envolée des exportations de matériel sanitaire (228 Mds CNY, en croissance de 82%) ; les importations se sont légèrement contractées (-2,6% en glissement annuel), à 2 730 Mds CNY, en dépit d'une forte progression des importations de produits agricoles (viande +79%, céréales +44%) et de gaz naturel (+30%). Le Guangdong dégage ainsi une balance commerciale excédentaire de 1 620 Mds CNY en 2020. Pour la première fois, l'ASEAN (1 090 Mds CNY, +6,5%) a dépassé Hong Kong pour devenir le premier partenaire commercial du Guangdong. Les échanges avec les Etats-Unis, l'Union Européenne et Taiwan ont progressé respectivement de 4%, 1% et 7,9%.

[Source](#)

Shenzhen : 16 nouvelles mesures pour encourager le déploiement de la 5G à Shenzhen

Shenzhen a publié 16 mesures visant à promouvoir localement le développement et l'utilisation de la 5G. Ces mesures couvrent 6 volets principaux : déploiement de réseaux 5G privés pour applications industrielles ; création de 30 modèles d'application de la 5G pour l'administration ; sécurité informatique ; transport intelligent ; médias et divertissement. Ces mesures sont accompagnées de la mise en place de financements pouvant aller jusqu'à 300 M CNY pour l'installation d'équipements ou la recherche et le développement de composants clés. Le Bureau du Commerce de Shenzhen espère que le déploiement de la 5G stimulera la consommation locale.

[Source](#)

Shanghai : dévoilement du plan de développement pour l'industrie des véhicules à énergie nouvelle

Le 25 février, une conférence en présence du directeur adjoint de la Commission municipale de réforme et de développement a dévoilé un plan 2021-2025 pour le développement de l'industrie des véhicules à énergie nouvelle [NDLR: inclut véhicules électriques, véhicules hybrides et véhicules à hydrogène]. Ce plan vise d'ici 2025 une production de véhicules à énergie nouvelle supérieure à 1,2 millions d'unités, une valeur totale supérieure à 350 Mds CNY et une production représentant 35 % de la manufacture automobile de la ville. Pour ce faire, Shanghai entend développer ses capacités de R&D, en particulier sur la chaîne de valeur des batteries et la connectivité automobile. Les achats de véhicules électriques simples devront représenter 50 % des achats de nouveaux véhicules. Les véhicules à nouvelle énergie devront représenter 80 % de la flotte publique, et 10 000 véhicules à hydrogène seront en circulation avec 70 stations de recharge dédiées.

Source : [Municipalité de Shanghai](#)



Hubei-Aérospatial : la construction d'un parc industriel dédié à l'aérospatial commercial a débuté à Yichang.

China Aerospace Science and Industry Group (CASIC) a officiellement lancé la construction de ce parc à Yichang, troisième ville de la province du Hubei par le poids économique. Ce projet, qui fait l'objet d'un investissement de 5 Mds CNY (637 M EUR), vise selon les annonces des autorités à augmenter la production de moteurs de fusées à usage commercial. Le Hubei est déjà un composant essentiel de la base industrielle aérospatiale chinoise depuis l'approbation par la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) de la base d'industrie aérospatiale dans le district Xinzhou de Wuhan comme premier parc aérospatial de rang national.

[Source](#) (en chinois)

Hubei : le gouvernement annonce le lancement de 4 274 nouveaux projets d'un investissement supérieur à 100 M RMB en 2021.

Parmi ces grands projets, on relève un investissement de 25,7 Mds CNY (3,3 Mds EUR) pour les projets d'extension et de rénovation de la portion de l'autoroute Pékin-Hong Kong située dans le Hubei, d'une longueur de 158 km, et du périphérique de Wuhan. Les autorités mettent par ailleurs en avant le projet de construction d'un parc de production de machines d'électroménager intelligentes de l'entreprise Midea à Jingzhou, pour un investissement de 8 Mds CNY (1 Md EUR), avec pour objectif la mise en place de la plus grande « base de production » de frigidaires et machines à laver du monde. L'année 2021 doit également être l'année de l'achèvement des travaux pour la construction de l'aéroport d'Ezhou, qui doit être le plus grand aéroport de fret d'Asie, et a fait l'objet d'un investissement de 33 Mds CNY (4,2 Mds EUR). Ces annonces traduisent les grandes orientations adoptées lors des deux assemblées du Hubei fin janvier, et notamment la poursuite d'un soutien à la relance de l'économie de la province à travers des projets d'infrastructure.

[Source](#) (en chinois)

Retour au sommaire ([ici](#))



Hong Kong et Macao

Hong Kong

Transport maritime : le port de Hong Kong recule en 9^{ème} position du classement mondial

Après avoir perdu deux rangs au classement mondial en 2018, puis de nouveau un rang en 2019, le port de Hong Kong se voit cette année encore rétrogradé d'une place, en 9^{ème} position désormais derrière le port chinois de Tianjin. Ce classement basé sur les flux de conteneurs (avec pour unité de mesure l'équivalent 20 pieds ou EVP) transitant par chaque hub portuaire montre que le port de Hong Kong voit ses flux se contracter de -1,9% à 17,9 M EVP, tandis que la plupart des autres ports chinois croissent de manière assez sensible. C'est par exemple le cas de celui de Qindao (+4,7%) qui avait dépassé Hong Kong dans ce classement en 2019 ou celui de Ningbo-Zhoushan dans la Greater Bay Area (+4,4%). Parmi les 8 ports devant Hong Kong, 6 sont désormais chinois, dont Shanghai, Shenzhen et Guangzhou-Nansha.

Emploi : le taux de chômage atteint 7% au mois de janvier

Le taux de chômage atteint son niveau le plus élevé en 16 ans, à 7% en janvier, avec désormais un total de 253 300 demandeurs d'emploi. Le taux de chômage trimestriel glissant atteint 6,6%, en hausse de 40 points de base. Parmi les secteurs touchés, c'est celui des services de restauration qui est le plus lourdement impacté, avec un taux de chômage de 14,7%. Cette détérioration conduit plusieurs acteurs dont la chambre générale des petites et moyennes entreprises hongkongaise (HKGCSMB) à demander un renouvellement du programme de soutien à l'emploi. Celui-ci avait subventionné jusqu'en novembre 2020 les salaires versés par les entreprises hongkongaises (avec un plafond), en échange d'un engagement de celles-ci à ne pas licencier leur personnel. Le plan avait coûté au total plus de 10,5 Mds USD au gouvernement de la RAS qui a répété depuis ne pas vouloir reconduire ce programme.

Le Secrétaire d'Etat au travail Law Chi-kwong, dans un billet publié sur le site du bureau du travail et de la protection sociale, a estimé peu probable que la situation de l'emploi à Hong Kong s'améliore sensiblement au cours des prochains mois.

Conflit commercial avec les Etats-Unis : le gouvernement de Hong Kong obtient la constitution d'un groupe d'experts à l'OMC

Le 14 juillet dernier, Donald Trump a abrogé le régime commercial préférentiel accordé à Hong Kong par Washington, en tant que territoire douanier distinct de la Chine. Un mois plus tard, les douanes américaines ont imposé que tout produit manufacturé à Hong Kong porte la mention « Made in China ». Ces mesures sont entrées en vigueur en novembre dernier.

Le gouvernement de Hong Kong, membre à part entière de l'OMC, avait alors fait part de son mécontentement puis saisi en janvier 2021 l'organe de règlement des différends de l'OMC afin que ce conflit soit arbitré. Cette première saisine n'avait pas abouti, du fait du refus des Etats-Unis. La seconde saisine par Hong Kong a cette fois été acceptée (conformément aux règles de l'OMC, une majorité simple lors du vote est suffisante pour que la saisine soit acceptée, malgré le refus américain). Un panel d'experts sera donc formé au cours des prochaines semaines et sera chargé de trancher ce conflit commercial opposant les Etats-Unis à Hong Kong.

Budget 2021-22 : la hausse de la taxe sur les transactions mal reçue par les marchés

Lors de son discours de présentation du budget le 24 février, Paul Chan, Secrétaire aux finances a présenté une mesure visant à augmenter les recettes fiscales de Hong Kong : pour la première fois depuis 1993 la taxe sur les transactions financières (*Stamp Duty*) à la bourse de Hong Kong sera augmentée, de 0,1% à 0,13%. Cette mesure est, selon Paul Chan, la source de recettes fiscales supplémentaires la plus viable et la plus indolore parmi toutes les mesures potentielles. Elle devrait générer une recette fiscale supplémentaire d'un milliard USD, pour un total estimé pour ce poste de 12 Mds USD sur l'année fiscale 2021-22. Cette mesure intervient dans un contexte de fort dynamisme pour la bourse hongkongaise, avec des volumes traités en hausse de 60% au cours de l'année 2020.

Suite à cette annonce, l'action HKEX a chuté de près de 12,3%, sa plus forte baisse intra journalière jamais observée, avant de clôturer en baisse de 8,8%. De nombreux acteurs de la place se sont exprimés afin de faire part de leur déception face à cette annonce, qui pourrait d'après certains fragiliser le développement de la bourse de Hong Kong. Citi a estimé que cette mesure pourrait réduire les volumes de titres échangés à Hong Kong de 3%.

Monnaie digitale : la banque centrale chinoise ainsi que celle des Emirats Arabes Unis se joignent à l'initiative de la HKMA et de la Bank of Thailand

L'Autorité monétaire hongkongaise (HKMA) et la Bank of Thailand (BOT) ont annoncé le 23 février que l'institut des monnaies digitales de la People's Bank of China (POBC) ainsi que la banque centrale des Emirats Arabes Unis se joignaient à elles pour la deuxième phase du projet Inthanon-LionRock qui vise à créer une monnaie de banque centrale digitale pour les paiements internationaux inter-devises. Le projet a par la même occasion été renommé « m-CBDC » pour *Multiple Central Bank Digital Currency*.

La prochaine étape du projet consistera en la réalisation d'un démonstrateur de faisabilité sur un protocole de registre distribué (DLT en anglais pour *Distributed Ledger Technology*) permettant de faciliter les paiements inter-devises en temps réel. Cette nouvelle infrastructure technologique pour les paiements internationaux vise à pallier les inefficiences, coût élevé et problématiques réglementaires des flux de paiements internationaux.



Finance verte : l'électricien CLP émet à Hong Kong pour 300 M USD d'obligations vertes via sa filiale CAPCO

Ce 24 février, CAPCO a levé 300 M USD via sa troisième émission d'obligations vertes (après 500 M USD en juillet 2017 et 350 M USD en 2020). Le rendement de cette émission à 10 ans s'est établi dans la fourchette indicative initiale avec un écart de 87,5 points de base par rapport au taux à 10 ans américain (*guidance* initiale de ± 125 points de base).

Cette opération s'inscrit dans la stratégie d'évolution du mix énergétique de Hong Kong, et les fonds levés permettront de financer la construction d'une nouvelle unité de turbine à gaz à cycle combiné (CCGT) au sein de la centrale électrique de Black Point à Hong Kong, après la mise en service de la première unité CCGT par CAPCO en 2020. Celle-ci avait permis à CLP d'atteindre 50% de son électricité produite à partir de gaz naturel à Hong Kong l'année dernière.

CAPCO (*Castle Peak Power Company*), propriétaire de la centrale de Castle Peak à Hong Kong est issue d'une joint-venture entre CLP (opérateur électrique hongkongais historique) et ExxonMobil. En 2013, Exxon avait revendu ses parts (30% du capital de CAPCO) à CLP pour 1,6 Mds USD.

CACIB, très actif sur le marché obligataire vert à Hong Kong, fait partie des *co-bookrunners* sur cette opération.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Campagne de vaccination

Depuis le 9 février, 37 000 personnes ont reçu la première dose du vaccin destinée aux groupes prioritaires. Aucun cas n'a été signalé avec des effets secondaires graves. La deuxième étape de vaccination a débuté le 22 février pour les résidents macanais avec un quota de 5 000 personnes par jour. 2 500 résidents ont été vaccinés le premier jour et plus de 15 000 résidents se sont inscrits.

Retour au sommaire ([ici](#))



Taiwan

PIB : la DGBAS réévalue la croissance économique de Taïwan en 2020 à 3,11%

[D'après les dernières estimations de la DGBAS](#), le PIB taïwanais a augmenté de 3,11% en 2020, contre 2,98% dans ses prévisions de fin janvier. Cette meilleure performance s'explique par la forte demande d'équipements destinés au télétravail, à l'enseignement en ligne et le développement des réseaux 5G. La contribution du commerce extérieur pour la croissance s'établit à 2,73 pb sur l'année 2020, suite à la hausse importante au cours des deux derniers trimestres 2020, soit 3,99 pb et +5,20 pb respectivement. Les exportations de biens et de services, malgré un fléchissement important au cours du premier semestre 2020 (-4,11% au T1 et -6,34 au T2), restent stables sur l'ensemble de l'année (+0,82%) en raison notamment de la forte progression au T4 (+8,90%); les importations ont d'ailleurs baissé de -8,08% sur l'année. Les dépenses publiques et l'investissement progressent, 2,61% et 4,96% respectivement, et contribuent positivement à la croissance (+0,37 pb et +1,18 pb) alors que la consommation privée (-2,37%) accuse une baisse à hauteur de -1,24 pb. Pour l'année 2021, la DGBAS table sur une croissance de 4,64% et un taux d'inflation de 1,33% (-0,23% en 2020).

Attractivité : les investissements taïwanais à destination de l'UE ont doublé en 2020

[Selon les derniers chiffres du ministère des Affaires économiques \(MOEA\)](#), les investissements taïwanais vers l'UE ont progressé de 122% passant de 679 M USD en 2019 à 1,5 Mds USD en 2020. La Hongrie a été une destination privilégiée des investisseurs taïwanais du secteur financier. Les industries taïwanaises de fabrication de composants automobiles et des TIC développent également leurs activités en Europe, en investissant dans les secteurs correspondants en Allemagne, en Pologne et aux Pays-Bas. Le bureau de l'UE à Taiwan a récemment déclaré que, dans le cadre du Green Deal, l'UE investirait massivement dans l'économie numérique et encourage Taïwan à renforcer ses investissements dans l'UE en identifiant des nouvelles opportunités.

Mobilité électrique : le MOTC dédie 8,5 Mds TWD au développement du bus électrique

[Le ministère des Transports a budgétisé 8,5 Mds TWD](#) (près de 250 M euros) sur les 4 prochaines années pour le développement de bus électriques sur une enveloppe totale de 20 Mds TWD (580 M euros) dédiée au développement des transports publics. Deux entreprises locales (RAC Electric Vehicles Inc. et Master Transportation Bus Manufacturing Ltd.) ont déjà été choisies par le MOTC pour développer un projet pilote en coopération [avec le ministère de l'Économie et l'Administration en charge de la Protection de l'Environnement](#). Les opérateurs de bus pourront bénéficier de 6 à 10 M TWD de subventions (entre 180 000 et 300 000 euros) pour l'achat d'un véhicule de marque taïwanaise, l'objectif étant de remplacer la flotte de bus à essence et diesel d'ici 2030.

Energies renouvelables : 1 GW de capacité installée supplémentaire en 2021

Alors que l'épidémie de coronavirus a eu pour effet de ralentir la mise en œuvre de nouveaux projets dans le secteur des énergies renouvelables, notamment dans l'éolien offshore, le Bureau de l'énergie a annoncé [une capacité installée de 1 GW supplémentaire en 2021](#), avec la mise en opération de trois nouvelles fermes éoliennes (WPD, Formosa 2 et Taipower) soit plus de 800 MW et d'une ferme solaire située sur les marais salants de Tainan, terrain appartenant au groupe Taiwan Sugar (près de 200 MW). Pour mémoire, les autorités ont fixé un objectif de mix énergétique de 20% d'énergies renouvelables, en 2025, à partir d'une capacité installée de 20 GW de solaire et 5,7 GW d'éolien offshore.

Retour au sommaire ([ici](#))



Mongolie

Chômage et mesures de relance: augmentation de 5,9% du taux de chômage au Q4 2020

Selon les statistiques administratives du ministère du Travail et de la Protection sociale, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits a augmenté de l'ordre de [5,9% au quatrième semestre de l'année 2020](#). Les PME et activités informelles ont été particulièrement touchées: 120 000 personnes (27% de l'ensemble des entreprises familiales) ont perdu leurs principales sources de revenus en raison des divers confinements. En réponse, le gouvernement a récemment approuvé un plan visant à octroyer 2 000 Mds MNT (580 MEUR) sous forme de prêts aux PME et 727,5 Mds MNT (210 MEUR) prenant la forme de subventions et de garanties aux prêts des entreprises. Ces mesures ont pour objectif de soutenir l'emploi et relancer l'activité économique.

Commerce international: une balance du commerce extérieure excédentaire en janvier 2021, qui marque la reprise de l'activité économique

Selon le bureau national des statistiques mongol, le chiffre d'affaires total du commerce extérieur a augmenté de 166,4 MUSD (17,8 %) par rapport à la même époque l'année dernière, pour un montant total d'échange avoisinant 1,1 Md USD (dont 639,9 MUSD d'exportations et 458,8 MUSD d'importations). La balance du commerce extérieur était excédentaire de 181,1 MUSD en janvier 2021, alors que cette dernière était déficitaire de 14,3 MUSD en janvier 2020. Le commerce avec la Chine a atteint 750,5 MUSD en janvier 2021, représentant 68,3 % du chiffre d'affaires total du commerce.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Lianyi Xu, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berdér, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dgtresor.gouv.fr